

Santorum, Claudio (Argentine/Espagne)

(Original : anglais)

Cursus universitaire et professionnel

Formation universitaire

Maîtrise de droit, Études juridiques internationales, faculté de droit de l'université américaine de Washington ;

J. D., université catholique de La Plata (Argentine).

Expérience professionnelle

Depuis 2010 : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), mise en œuvre du pacte de Saint-Domingue et du mécanisme de Managua ;

Coordonnateur régional : basé au Bureau régional de Panama (BRPAN) pour assurer la coordination entre les bureaux extérieurs de l'Office contre la drogue et le crime en Amérique centrale et dans les Caraïbes, et les autorités gouvernementales impliquées, en vue de la réalisation du programme ; préparation de plans de travail chiffrés ; coordination de centres d'excellence ; préparation des TDR pour le recrutement de personnel, consultants et sous-traitants, rencontres, séminaires et ateliers. Supervision de la fourniture d'équipement ; contrôle du budget du programme et préparation des révisions budgétaires, projets de rapports, documents de travail et toute correspondance liée au projet ; supervision des aspects plus administratifs ; liaison avec les autorités locales, les donateurs et les organisations internationales ; supervision d'un coordonnateur technique basé à Trinidad-et-Tobago, ainsi que de 11 analystes nationaux basés à l'AOR et chargés de faire face aux capacités d'analyse liées au trafic de drogues, à la criminalité transnationale organisée, au trafic d'armes et à la traite d'êtres humains, au blanchiment d'argent, au terrorisme et à la corruption ;

2009-2010 : Chef de projet, consultant de l'Agence américaine pour le développement international (USAID/DPK) pour l'amélioration des prestations de services de justice et des réformes de secteur en Haïti, Port-au-Prince ;

J'ai occupé la fonction de chef de projet depuis le lancement de celui-ci. Direction et contrôle de détails opérationnels sur des questions financières, administratives et de personnel. Direction du contrôle technique de projet, avec pour mission de servir de contact avec le gouvernement haïtien, le système de justice et la société civile. Parmi certains aspects du projet figurent l'amélioration de la sécurité des citoyens dans les zones de forte criminalité grâce à une prestation de service de justice pénale plus efficace ; l'amélioration des mécanismes de justice non pénale, telle que les programmes de déjudiciarisation ; un meilleur accès à des mécanismes alternatifs de résolution des conflits ; un contrôle accru des opérations dans le secteur de la justice ; et un soutien au développement conduit par les Haïtiens d'une stratégie de réforme de la justice. Supervision de toute demande d'évaluation des besoins ou de formation de policiers, procureurs, juges ou autres professionnels liés au domaine de la justice. Création de relations de travail avec les participants ou les organisations de la société civile en rapport avec le système de justice pénale en Haïti, et développement d'une compréhension approfondie et maintenue tout au long de la durée du contrat relatif au développement de ces secteurs en Haïti. Travail en vue d'améliorer la coopération entre la police et le parquet, par la réduction du temps et du nombre d'étapes avant clôture des enquêtes criminelles, et l'amélioration des procédures dans le processus de détention provisoire. Aide visant à renforcer le Bureau d'inspection du Ministère de la Justice ; définitions de normes concernant la nomination, l'évaluation et la discipline des juges ; et

développement et mise en œuvre de critères de prestations concernant les juges et les procureurs. Aide permettant une meilleure sensibilisation des usagers du secteur de la justice sur la façon de déposer une plainte, ou pour renforcer les capacités de la société civile à opérer un contrôle et une supervision efficaces des opérations dans ce secteur. Supervision du développement et de la mise en œuvre d'un plan d'acquisition, notamment : modernisation des installations, achats de produits de base, ou modernisation du système de communications. Fourniture de données concernant les besoins en qualification, délais, durées, recrutement et sélection de consultants, et supervision de leur travail. Gestion d'un budget de fonctionnement de projet de 20 millions de dollars, garantissant que les mises à jour ont été présentées au Siège tous les mois, et que les objectifs de dépenses mensuels, trimestriels et annuels ont été respectés. Exigence de rapports complets concernant les plans de travail bimensuels et trimestriels, ainsi qu'autres rapports exigés par l'Agence américaine pour le développement international ;

2008-2009 : Directeur du Bureau de la déontologie et de la discipline, mission des Nations Unies dans le Sahara occidental, Laayoune (Maroc) ;

Mise en place de mesures pour une meilleure sensibilisation aux normes de conduite et pour une amélioration du professionnalisme des experts et personnels civils, policiers et militaires des Nations Unies en mission. Développement et supervision de systèmes de gestion des données permettant de contrôler la mise en œuvre et l'efficacité des efforts menées au cours des missions pour traiter les cas de conduite répréhensible par le personnel des Nations Unies chargée du maintien de la paix. Examen et enquête concernant des plaintes pour inconduite ou corruption. Liaison avec différents partenaires et gouvernements concernant la politique et le suivi sur des cas faisant l'objet d'une enquête ;

2007 : Conseiller technique en chef/directeur de projet – Programme de justice pour le Timor oriental, dans le cadre du Programme de Nation Unies pour le développement (PNUD) ;

Direction au service des ressources techniques primordiales dans le cadre d'un programme de coopération et de renforcement des capacités nationales et inter-institutionnelles du Ministère de la Justice (défenseurs publics, centre de formation des juges et prisons), de la magistrature et du Bureau du procureur général. Conception de programmes pour la formation des juges, procureurs et autres fonctionnaires du secteur de la justice, et organisation de voyages d'études, conférences et ateliers. Recrutement, supervision et évaluation du travail de personnels et conseillers locaux et internationaux. Préparation de plans de travail, contrôle de la mise en œuvre et gestion d'un budget de 12 millions de dollars. Conseils d'orientation générale auprès de la Commission de coordination ;

2006 : Conseiller politique expert ; Projet de soutien à l'établissement du pouvoir législatif en Afghanistan, dans le cadre du Programme de Nation Unies pour le développement (PNUD) ;

Fourniture de conseils techniques afin de renforcer le parlement. Travail étroit avec les dirigeants des deux chambres pour définir les besoins et les priorités permettant le renforcement de l'Assemblée nationale. Direction de stages de formation pour les membres de la Commission de l'Assemblée nationale ;

2005-2006 : Directeur régional, Association du Barreau américain/Initiative juridique de l'Europe centrale et orientale (ABA-CEELI), Sofia, Bulgarie ;

Direction d'un programme de réforme du droit pénal en Bulgarie, Bosnie, Moldavie, Roumanie et Ukraine, afin de moderniser le secteur des services de maintien de l'ordre grâce à des modifications d'ordre structurel et législatif. Projet de législation, conception et dispense de programmes de formation

pour les policiers, enquêteurs, procureurs et juges. Définition de programmes nationaux et de stratégie de mise en œuvre ; embauche et supervision d'un vaste groupe d'experts juridiques locaux et internationaux. Gestion des questions de conformité de programme, d'administration, de budget et de ressources humaines. Maintien des relations avec les donateurs et des contacts avec les autorités locales gouvernementales ;

2003-2004 : Conseiller juridique municipal, Mission d'administration provisoire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), Pristina (Kosovo) ;

Coordination et fourniture de conseils dans différents domaines juridiques, notamment la législation municipale, loi fiscale et droit des contrats, ainsi que sur la réglementation et les directives administratives de la MINUK. Fourniture d'un appui en vue d'un projet de Règlement intérieur de l'Assemblée. Aide à la publication d'information sur les droits de propriété, l'emploi et les services ;

2002-2003 : Coordonnateur régional, Unité consultative pour la justice pénale, Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, Sarajevo ;

Conduite d'un programme régional visant au renforcement des mécanismes de notifications et de procédures internes des institutions nationales du secteur de la justice, notamment les organes d'application de la loi, les procureurs et juges d'enquêtes. Encouragement à une coopération accrue et plus efficace entre les différentes institutions du secteur de la justice. Supervision d'une équipe formée de personnels locaux et internationaux ;

2000-2001 : Conseiller juridique, Bureau du conseiller juridique principal pour le représentant spécial du Secrétaire général, Administration provisoire des Nations Unies au Timor oriental, Dili ;

Conduite d'un projet de textes et réglementations juridiques, et fourniture de conseils divers au représentant spécial pour des questions juridiques et administratives liées à l'administration transitoire ;

1999-2000 : Coordonnateur régional, Programme d'évaluation du système judiciaire, Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, Sarajevo ;

Organisation du contrôle et de l'évaluation du système judiciaire en Bosnie-Herzégovine. Conduite de séminaires et d'ateliers de formation pour la magistrature sur différents aspects de la procédure judiciaire ;

1996-1998 : Conseiller juridique régional, Services-conseils, Division juridique, Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Bogota (Colombie) et New Delhi (Inde) ;

Initiation à la mise en œuvre du Droit humanitaire dans les pays responsables d'Amérique latine, ainsi que dans les régions d'Asie et du Pacifique, en mettant l'accent sur la ratification des traités, sur la formation des fonctionnaires, des membres du gouvernement et des personnels militaires sur ces questions ;

1995-1996 : Chef de projet, Projet de renforcement de la démocratie, Agence américaine pour le développement international (USAID/PHRF), Port-au-Prince (Haïti) ;

Chef d'un projet visant à améliorer le fonctionnement du parlement haïtien : structure fonctionnelle, personnel compétent et installations de recherche, capacité à rédiger des projets de loi et règles de procédure applicables. Direction d'une action d'information et de divulgation de l'information vers les sénateurs et les députés. Supervision d'une équipe d'agents administratifs et de membres de la profession, et coordination pour la mise en œuvre de certaines composantes techniques (parlementaires) du projet ;

1993 : OEA/Mission civile internationale des Nations Unies, Port-au-Prince (Haïti) ;

Observateur, contrôle de l'application des Droits de l'homme à travers l'ensemble du pays, et préparation de rapports en cas de violations des Droits

de l'homme. Liaison entre la mission d'observateur et les services judiciaires haïtiens ;

Langues

Français, créole haïtien, anglais, serbo-croate, espagnol, italien et portugais.
